



DJAWABU YA KOMORI
HAZI USAWA UMOJA

C O M M U N I Q U E

**EDUCATION : L'EMPREINTE POSITIVE LAISSEE PAR MONGOZI ALI SOILIHU ENTRE
1975 ET 1978**

Contribution de Djawabu ya komori aux solutions du désastre de notre système éducatif.

Avec les résultats des examens nationaux, notre pays vient de découvrir l'état de faillite de notre système éducatif. Triste constat, quand on sait que la liberté d'un peuple passe avant tout par son éducation. Quand on est conscient que le développement d'un pays est conditionné par l'instruction de ses enfants. Les chiffres sont inquiétants : 11, 31% de réussite au baccalauréat et 19,91% au brevet. Seule petite consolation, l'examen d'entrée en sixième avec 75,28% d'admis parmi lesquels on dénombre plusieurs collégiens et lycéens. Ces très mauvais résultats ne sont pas un accident de parcours, il s'agit en fait de la descente aux enfers de notre système éducatif et de l'enseignement.

Face à ce constat, difficile de ne pas établir une corrélation entre cette catastrophe nationale et les conditions d'étude indécentes dans lesquelles sont plongés nos élèves. En effet, depuis les années 1980 aucune construction ni rénovation de collège ou de lycée n'a été réalisée dans notre pays. Pourtant, le nombre d'enfants scolarisés n'a cessé d'augmenter. La solution que l'on ait pu trouver est d'encourager la prolifération d'écoles privées au moment où le niveau de vie des Comoriens décroît constamment. Résultat, des enfants entassés comme du bétail dans des caves, dans des paillottes moisies ou dans des hangars en taule où la température frôle les 50 degrés. Comble de l'absurdité, au lieu de construire des lycées pour accueillir nos enfants, on les ouvre au sein des collèges. Ces « Moudrias » qui devraient normalement être augmentés pour accueillir des collégiens de plus en plus nombreux sont transformés en collèges-lycées, avec des classes surchargées. Plusieurs de ces bâtiments qui ont longtemps fait la fierté du pays en matière d'éducation sont devenus des champs de ruine. Trente ans après leur construction, certains sont sur le point de s'effondrer et représentent un danger pour nos collégiens. A cela s'ajoute le manque de projet éducatif clair dans le pays et les orientations hasardeuses des enfants dans des filières où ils n'ont aucune chance de s'en sortir. Les recrutements arbitraires d'enseignants, souvent sans qualification et livrés à eux même, constituent le coup de grâce à un système éducatif agonisant.

A quelques jours du 03 aout, comment ne pas penser au bâtisseur Mongozi Ali Soilihi? Comment ne pas regretter le seul homme politique de notre pays qui a laissé son empreinte dans l'histoire en matière d'éducation et qui a su honorer les lieux du savoir? Orphelins, les Comoriens ne peuvent que penser à l'élan



brisé d'un homme qui avait un projet de société clair et une vision d'avenir précise pour son pays. Il a compris que pour se libérer de l'occupation, de l'oppression et de la domination, un peuple doit être autonome et apprendre à penser par lui-même. Honorer le savoir et le savoir-faire, donner une chance de réussite à tout le monde, instaurer l'égalité et la justice pour tous les Comoriens et inculquer les valeurs patriotiques aux citoyens étaient, entre-autres, les objectifs de cet homme. Ses ennemis nous qualifieront de nostalgiques d'une époque révolue, mais peut-on faire autrement face à la démission totale de ceux qui se sont succédés à la tête de l'état et qui portent aujourd'hui la responsabilité de cette bérézina? Un sursaut national est nécessaire pour remettre l'éducation au cœur des préoccupations de notre pays. En ce 3 aout, la meilleure façon pour nous de rendre hommage au Mongozi est de faire vivre son rêve, poursuivre ses chantiers notamment en hissant l'éducation au statut de cause nationale. Il faut puiser dans sa politique les solutions pour mettre fin à cette déroute.

Ainsi, nous parti **djawabou ya komori**, demandons à ce que des engagements fermes soient pris sur la construction et la rénovation des collèges et des lycées avec des objectifs précis et chiffrés. Des normes doivent être définies sur les conditions d'accueil des écoliers dans les établissements privés et qu'un contrôle accru de ces écoles soit mis en place pour s'assurer du respect de ces normes. En attendant d'atteindre les objectifs de construction de collèges et lycée publiques nous proposons que les écoles privées accueillent gratuitement 5% de leurs effectifs sur la base de critères à définir. Nous préconisons la professionnalisation de l'enseignement par l'introduction des filières et des diplômes professionnels allant du CAP, du BEP, du Bac et DUT/BTS, Licence pro, Ingénieur et Master pro. Nous demandons à ce qu'un recyclage des enseignants, qui doivent être évalués sur la base de leurs résultats, soit rapidement mis en place. Parallèlement, un syndicat des parents d'élèves avec des réels pouvoirs de contrôle au sein des établissements scolaires doit être créé. Nous exigeons de mettre fin aux recrutements des enseignants sans formation d'enseignement. Nous proposons que les enseignants assurent quelques heures supplémentaires de cours sous forme de soutien scolaire aux élèves en difficultés. La réglementation en matière d'heures de cours des enseignants du public dans le privé doit être respectée. La formation technique et professionnelle des travailleurs, y compris dans les domaines de l'administration des collectivités doit être encouragée.

Fédération du Nord de la France de Djawabu ya komori
1^{er} Aout 2013.